Linguistique et variation : repères historiques

Gabriel Bergounioux

► To cite this version:

Gabriel Bergounioux. Linguistique et variation : repères historiques. *Langages*, 1991, 26 (108), pp.114 - 125. 10.3406/lgge.1992.1655 . halshs-01842495

HAL Id: halshs-01842495

<https://shs.hal.science/halshs-01842495>

Submitted on 18 Jul 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Linguistique et variation : repères historiques

Gabriel Bergounioux

Abstract

This paper deals with the historical genesis of the difficult relationships between linguistics and the concept of variation in France from the end of the XIXth century to the triumph of structuralism. The paper shows how scientific discourse took language differences into account, the social basis of its analysis, including the academic actors, their development and careers, and the political representations of these language differences.

Citer ce document / Cite this document :

Bergounioux Gabriel. Linguistique et variation : repères historiques. In: Langages, 26^e année, n°108, 1992. Hétérogénéité et variation : Labov, un bilan. pp. 114-125;

doi : <https://doi.org/10.3406/lgge.1992.1655>

https://www.persee.fr/doc/lgge_0458-726x_1992_num_26_108_1655

Fichier pdf généré le 02/05/2018

LINGUISTIQUE ET VARIATION : REPÈRES HISTORIQUES

On dénommera « variation langagière » toute paire (phonétique, lexicale ou syntaxique) constituée *de formes orales synchroniquement attestées* corrélée à une même interprétation sémantique. L'existence de ces doublets, intuitive chez les locuteurs, est d'abord présente dans une tradition puriste avant que le phénomène, inscrit dans le développement d'une science du langage, ne soit réinterprété par des arguments extra-linguistiques — géographiques ou sociaux — inférant le principe d'une valorisation socialement hiérarchisée des formes. Une telle définition permet d'exclure les marqueurs stylistiques, notamment littéraires, comme le développement successif des items reconstruits par la grammaire historique. Elle associe en revanche la continuité d'une activité métalinguistique à une conception variationniste de la langue.

Perpétuée sur le mode de l'évidence, l'exclusion de la variation langagière ne s'autorise le plus souvent que du bon usage. L'institutionnalisation universitaire de la linguistique doit au caractère tacite du classement des usages des locuteurs une part de son efficace, et d'abord sa prétention à l'universalité. La hiérarchie du dire dans une société donnée est d'autant plus efficiente qu'elle n'a pas à être dite : le repérage d'arguments et la reconnaissance des motivations ne deviennent visibles qu'à l'occasion de tensions et de confrontations, de la Révolution Française aux luttes sociales actuelles.

Dès le début du XIX^e siècle, les linguistes eurent à se démarquer des valeurs produites par le marché langagier (qui ont le poids de l'évidence), en consacrant une part de leur travail scientifique à la recension et, après 1850, à l'objectivation des variations langagières. Ce faisant, ils contribuaient à ruiner l'illusion d'un communisme linguistique qui participait de la doxa universitaire et des classes dominantes. Ils suscitaient une résistance proportionnelle à la distance entre ces variations et les objets reconnus par le système scolaire, à savoir la littérature et les langues classiques (latin, grec, français) sanctifiées par le fétichisme de l'écriture. L'imposition de nouveaux domaines — la phonétique, les dialectes, les langues orientales — impliquait une stratégie d'identification par la recherche d'un maximum d'homologies avec un domaine déjà reconnu par le marché savant. Faire le premier cours sur le tzigane n'a pu se faire qu'à couvert de la chaire de sanscrit du Collège de France, ce que fit Sylvain Lévy, en 1926, en prenant prétexte de la dialectologie des langues indiennes. De même, la première tentative de réhabilitation des patois d'oc par Raynouard (1816) postulait que le provençal représentait un état intermédiaire entre le latin et le français, ce qui revenait à lui conférer une dignité égale à sa source (le latin) et à son devenir (le français).

À partir de 1870, l'intégration des langues et des méthodes du comparatisme au dispositif scolaire contraignait les linguistes à une mise en conformité avec les procédures universitaires. Le tranchant des découvertes s'émoussait dans des manuels et des chrestomathies, dans des recettes et des routines de transmission. Alors même que le travail de terrain n'est en France qu'une procédure marginale dans la construction d'une science du langage, on peut suivre les transformations de la linguistique au XIX^e en s'en tenant à la conduite des enquêtes :

- * sous la Révolution et l'Empire, l'enquête, à fonction administrative, se déroule à l'échelle nationale : pour Grégoire ou Coquebert de Montbret, l'horizon des connaissances reste une grammaire universelle dont les principes seraient à peu près ceux du français ;

- * avec le Romantisme (1815 sq.), des études ponctuelles entreprises par des amateurs, des *Patoisiana* comme dira Pierquin de Gembloux, occupent le terrain délaissé par les savants ;

- * à partir de 1880, les découvertes de la philologie allemande structurent le travail des dialectologues de langue française formés aux méthodes comparatistes.

I — ENQUÊTES LINGUISTIQUES ET PATOISIANA

Les enquêtes administratives : Grégoire (1790) et Coquebert (1807)

Première en date, l'enquête de Grégoire (1790) est liée à la question du « peuple souverain » et aux problèmes d'explicitation du contrat passé entre mandants et mandataires, notamment à la possibilité de lire les lois en français. On sait¹ que les correspondants provinciaux, patoisants francophones, en appelèrent d'eux-mêmes à la destruction de leur propre patois, témoignant ainsi, pour toute une fraction de la bourgeoisie provinciale, de l'intériorisation et de l'acceptation d'un comportement diglossique. Faute d'un groupe social légitime qui en eût assuré la défense, les langues régionales devaient s'effacer devant la langue nationale.

Sous le Premier Empire, les mobiles ont changé puisque le Ministère de l'Intérieur — et non une assemblée élue — se préoccupait exclusivement d'établir des statistiques linguistiques en s'adressant non plus à des notables mais à la hiérarchie préfectorale (celle-ci répercutant les demandes auprès de personnes compétentes). La recension, entreprise par Coquebert de Montbret à partir de 1807, aboutit à une photographie de qualité : la limite oc/oïl apparaissait avec une précision qu'il faudra attendre soixante ans et plus pour égaler. Il est vrai qu'en s'en tenant à un état des lieux, sans visée administrative ni scolaire, l'enquête dissuadait, dans les échanges épistolaires, des stratégies plus militantes de dissimulation ou d'amplification.

Par-delà leurs différences, ces deux enquêtes ont plusieurs traits en commun. Premièrement, elles supposaient une *transcription* (ou mieux, une « auto-

1. De Certeau (1975).

transcription » puisque le transcripteur était le locuteur) généralement refusée aux patois. Les vernaculaires accédaient à la dignité d'une reconnaissance savante, et même peut-être d'une reconnaissance tout court : « Ça s'écrit. » Deuxièmement, elles émanaient d'autorités, étrangères aux enjeux de pouvoirs locaux, que le relais du courrier (et de l'écriture) rapprochait imaginativement des autorités locales consultées mais tenues à distance : les réponses sont issues des secteurs de la bourgeoisie impliqués dans des stratégies particulièrement intéressées d'auto-présentation. En effet, si le groupe témoin, de culture urbaine, semble relativement détaché des revenus fonciers, il paraît concerné au premier chef par les attributions locales de représentation du pouvoir central (justice, conseils municipaux...). Troisièmement, l'intérêt de ces enquêtes, pour l'enquêteur comme pour l'enquêté, est plus politique que scientifique.

Des *Patoisiana* à la « génération des Comtes »

Aucune de ces enquêtes, révélatrices de la variation dialectale, n'aura de suite : longtemps, les langues régionales échappent à toute pensée proprement politique. Celle-ci figure par défaut dans la politique éducative ou les usages professionnels du français, mais l'absence de formulation réglementaire révèle la confiance des autorités dans un processus d'unification linguistique qui ne rencontrait de résistance constituée ni chez les savants, ni chez les locuteurs. L'intérêt public semble se réduire aux dimensions de l'Académie Celtique qui, à partir de 1805, joint à la tradition de la société savante du XVIII^e les préoccupations nouvelles du Romantisme lorsqu'elle prétend retrouver les plus anciennes « antiquités nationales »², parmi lesquelles les patois considérés, comme souvent à l'époque, comme une survivance du gaulois. Le succès, pour avoir été limité, fournit cependant un cadre de référence et un minimum de justification à diverses *patoisiana* : Champollion-Figeac (1809), Schnakenburg (1840), Pierquin de Gembloux (1841), confortés par cette partie de l'école romantique dominée par la figure de George Sand³.

Après ces quelques travaux dispersés d'amateurs et de curieux, une autre orientation apparut, marquée par une idéologie conservatrice, en réaction aux transformations du monde rural, d'une génération d'auteurs de dictionnaires patois⁴ dont les publications s'échelonnent de 1845 à 1885 environ. Le statut social de ces lexicographes dépendait de la perpétuation de rapports économiques et symboliques agissant à l'intérieur de sociétés fragmentées par la dialectalisation, relativement autonomes face au prestige de la langue dominante, et privilégiant la rente foncière au détriment des échanges commerciaux. Certains éléments de la noblesse provinciale, déclassés par l'essor industriel et urbain, par le développement des communications et des moyens d'information, étaient prédisposés à s'investir dans une défense d'intérêts langagiers (ou « folklori-

2. Par opposition aux antiquités classiques ; elle prendra ultérieurement le nom de « Société des Antiquaires de France ». Cf. Tanguy (1977).

3. À la même époque, grâce au succès des *Mémoires* de Vidocq, l'argot fait irruption dans le champ littéraire, comme en atteste *Les Misérables*. Cf. Sainéan (1912).

4. « Génération des Comtes » selon la formule de Pop qui reprend à Bloch l'idée d'un rapprochement des comtes Jaubert (Centre), Montesson (Haut-Maine), Chambure (Morvan).

ques ») qui s'apparentait à une défense de corps sans pourtant élever de revendication séparatiste. Jusqu'à l'entre-deux-guerres, en France, on ne relève pas, dans l'histoire culturelle des langues régionales, d'alliance entre une revendication politique, un mouvement littéraire et un travail d'érudition ethnographique, ce qu'émblématiseraient l'œuvre des frères Grimm en Allemagne ou les mouvements d'émancipation de l'Europe Centrale.

Sans articulation suffisante à une conception scientifique des langues qui, seule, aurait justifié que soit prise en compte la dialectologie, ni les sociétés savantes ni les érudits départementaux ne pouvaient inverser l'appréciation stigmatisante portée à l'encontre des patois⁵. Aucune institution ne pouvait cautionner un traitement universitaire des variations langagières : l'E.N.S. est vouée au latin et au grec, l'École des Chartes aux problèmes historiques⁶. À l'intérieur de la IV^e section de l'École Pratique des Hautes Études — « sciences historiques et philologiques », E.P.H.E. IV —, créée en 1868, la dialectologie ne sera l'objet d'un enseignement spécifique qu'à compter de 1883 et il n'est pas indifférent que ce soit un Suisse, Jules Gilliéron, qui en soit chargé.

Aussi, rassembler dans un même champ des études dispersées concernant les variations langagières ne serait qu'un artefact de reconstruction si l'on ne pouvait repérer et classer, à partir de quelques critères simples, les principes qui unifient ce qui, à défaut de se constituer en marché, a déjà une caractérisation commune en terme de pratique :

- la démarche n'est pas professionnalisée : la compétence n'est pas acquise dans des institutions mais relève d'une familiarité culturelle « native », inséparable d'une position sociale marquée par le déclassement ;

- la recherche fait de l'étude du parler un moyen d'accéder à une forme de la célébration (littérature de terroir, folklore, histoire locale...) et non une fin en soi : le système de la langue (phonétique et grammaire) est évacué au profit d'un inventaire lexical ;

- les documents sont présentés dans un français académique, respectueux des usages les moins variationnistes.

C'est que l'image sociale du linguiste correspond, jusqu'aux années 1870, à un travail sur des langues rares, enseignées au Collège de France ou aux Langues Orientales. Les facultés de lettres n'ont d'autre objet que la littérature. Ceux qui entreprennent un travail sur les patois se savent par avance exclus de l'Université, voire de la science, et il faut un Littré pour encourager le Comte Jaubert.

II — L'INTRUSION ROMANISTE

À la fin des années 1860, pour un petit groupe d'intellectuels formés au comparatisme et proche des cercles républicains au pouvoir à partir des

5. Et pas plus quelque décision du pouvoir central comme le démontrerait l'échec de Fortoul. Premier ministre de l'Instruction Publique du Second Empire, ancien doyen de la faculté des lettres d'Aix-en-Provence, il projetait de refondre l'université française sur le modèle allemand et de lier l'implantation du comparatisme en France à un vaste corpus national de chansons patoises. Sa disparition rapide (1856) mit fin à un projet mal engagé.

6. Des origines à la fin du XIX^e, trois mémoires des Chartes porteront sur des dialectes, tous les trois sur leur état au XIII^e.

années 80, le patois apparaît non plus comme un stigmat mais comme un témoignage territorialisé, une évolution nationale du latin, bref un *dialecte*. À ce titre, il s'inscrit dans une représentation cartographique où l'efficacité des rapprochements entre attestations repose d'abord sur l'identification phonétique des variations ⁷.

Théorie comparatiste et variations

Afin de définir un domaine dont la spécificité puisse être reconnue à l'intérieur de l'université, les romanistes français eurent à se situer par opposition au partage scolaire établi entre les belles-lettres et l'histoire. L'originalité de la linguistique fut assignée à des procédures — étymologiques, syntaxiques — justifiées par la phonétique, c'est-à-dire indépendamment des attestations écrites dont se soutenaient les deux disciplines dominantes.

La transcription phonétique, en nivelant les langues, objective les variations langagières qui n'apparaissent plus comme un écart — ou pire, une faute — mais comme une réalisation de même importance que la forme valorisée, reconnue. En ramenant le français commun à une occurrence sans orthographe — sans pouvoir —, les phonéticiens éludaient la censure puriste mais, pour avoir renoncé à se soutenir de l'écriture et de l'approbation du sens commun, ils s'excluaient eux-mêmes de l'enseignement supérieur. Bref, la réduction du français à « un patois qui a réussi » pour reprendre la formule qui fit florès, impliquait le cantonnement de la discipline, le refoulement se déplaçant de l'objet (les dialectes) à la science (la dialectologie).

Auprès des locuteurs, l'étude scientifique ne permettait ni la réappropriation de la langue parlée, ni la promotion d'une forme identitaire qui aurait pu entrer en concurrence, dans l'usage, avec le français. Empêchée par l'ésotérisme des transcriptions phonétiques et le morcellement des attestations, toute tentative d'unification dialectale était vouée à l'échec.

Non seulement l'indifférence (comme capacité d'objectivation) des linguistes aux conditions sociales de leurs analyses confortait la politique de réduction des langues régionales mais, en postulant une reconnaissance universitaire, ils acceptaient de séparer dialectologie et phonétique. Ce fut le même réseau politique qui impulsa la généralisation de l'école primaire sans patois et qui créa des chaires pour l'occitan (à Montpellier, à Aix, à Bordeaux), le breton ou les langues celtiques (à Rennes et Poitiers) et le patois picard (à Lille) : mais ce qui s'étudiait en chaire était une littérature, généralement ancienne, et non un parler. Cette coupure revenait à imposer aux dialectes un traitement comparable à celui des langues classiques : les traiter comme des langues disparues équivalait à les présenter comme morts. La pratique philologique réduisait les variations observables à un jeu sans enjeu de différences réglées alors que l'exigence d'une

7. Rendant irréversible la divergence entre une science des textes (philologues) et des langues (phonéticiens). Comme l'a montré Sonia Branca (1982), la variation est incluse dans les éditions d'ancien-français à propos de la différence des graphies vers 1850 mais les auteurs --- Génin, F. Michel, Wey... — n'entendent pas leur théorie à la description des patois.

attestation unique pour chacun des patois sur l'aire cartographiée revenait à nier la variation sociale et la variation intrinsèque des patois : le français lui-même figurera dans l'inventaire avec une seule forme. Dans l'*Atlas Linguistique de la France* d'Edmont et Gilléron, Paris et sa région apparaissent en blanc, sans attestation spécifique, comme s'il ne s'y était parlé que le standard.

On peut en rendre raison par le fait que la conception de la variation dialectale comme représentation d'une évolution historique⁸ fut promue, dans l'enseignement supérieur, par des linguistes, peu nombreux, formés dans des filières à dominante latin-grec. Par un effet d'hystérésis, ils transposèrent en dialectologie les méthodes éprouvées dans l'étude des langues mortes. L'amour des patois se fait nécrophilie : Gaston Paris, le plus éminent des romanistes français, n'appelle à recueillir « les parlers de France » qu'afin de les serrer dans un « herbier ». Le travail de terrain n'est qu'une récolte, dévolue à des tâcherons, le classement étant opéré à distance par des savants reconnus, pour d'autres compétences, par l'institution à laquelle ils font acte d'allégeance en traitant comme révolues des langues vivantes.

Les enquêtes romanistes

Il faut que la mission Bringuier-Tourtoulon (1873-1876)⁹ tente de réaccorder langue et locuteurs en dessinant une limite linguistique pour que les universitaires parisiens, Gaston Paris et Paul Meyer notamment, initient une contre-enquête, confiée à l'un de leurs élèves originaire du Limousin : Antoine Thomas. L'objectif en est d'obtenir une panoplie de critères phonétiques qui distende, brouille et annule toute rupture franche afin d'aboutir à une représentation sans partition tranchée de l'ensemble « gallo-roman ». Selon Chaurand, A. Thomas procéda à la première enquête dont les réponses étaient transcrites en phonétique : désormais, le locuteur et le linguiste se réfèrent, dans leur représentation de la parole, à des formes disjointes. La reconnaissance des variations langagières, si pointilleuse, représente moins un effort des linguistes pour approcher la forme réelle des langues qu'une fragmentation indéfinie des patois qui puisse justifier un système scolaire destructeur des langues régionales et les soumettre à l'uniformisation de la langue normée : le français.

La variation langagière, reconnue dans la structure signifiante, aurait pu trouver une répercussion universitaire dans l'introduction d'enseignements de phonétique et de métrique. Mais la conformité aux exigences des facultés de lettres ne pouvait qu'aboutir à la réduction de l'heuristique.

Les effets du conditionnement universitaire : phonétique et métrique

Première constatation : les intitulés de cours portant sur la « métrique » ou la « phonétique » — une centaine de 1871 à 1896 — ne recourent jamais au

8. La variation sociale demeure, par principe, exclue par le purisme universitaire : les premières études sur l'argot prennent prétexte de Villon (Schwob) ou Rabelais (Sainéan). A. Darmesteter, pour avoir cité des extraits de *l'Assommoir*, doit caviarder les exemplaires de thèse remis au jury avant que celui-ci n'accepte la soutenance.

9. Bringuier et Tourtoulon sont deux érudits provençalistes, celui-ci rentier, celui-là bibliothécaire, membres de la Société pour l'étude des langues romanes : leur mission, financée par le Ministère de l'Instruction Publique, devait déterminer le tracé de la frontière oc-oïl.

laboratoire. La phonétique expérimentale demeura confinée dans l'enceinte de l'Institut Catholique de Paris, puis au Collège de France et il fallut attendre l'initiative de Ferdinand Brunot à la veille de la guerre de 14 pour que soit créé un laboratoire dépendant de la Sorbonne, encore veilla-t-on à ce qu'il soit établi dans une annexe, loin de la rue Saint-Jacques.

MÉTRIQUE

1881 : l'enseignement de la « métrique » apparaît simultanément à Aix — « grammaire et métrique latines » — et Paris — « métrique grecque et latine ».

1882 : cinq cours reprennent cet intitulé : Paris, Aix, mais aussi Nancy, Besançon et Poitiers.

1883 : mêmes enseignements si ce n'est un cours de plus à Caen et un de moins à Aix.

De 1881 à 1897, ce seront les mêmes facultés auxquelles se joindront Dijon, Toulouse, Lyon et Montpellier. L'ensemble ainsi constitué regroupe l'ensemble des facultés les plus modernistes, celles qui, par exemple, incluent un enseignement de la « syntaxe » dans leurs formations, au contraire de celles qui se refusent à toute ouverture vers la linguistique dans l'enseignement des lettres classiques : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Grenoble, Lille ou Rennes. Il existe quelques discordances selon que la métrique est « latine » (12 cours sur 54), « grecque » (8 sur 54) ou « grecque et latine » (34 sur 54). Il n'est métrique que de langue morte.

PHONÉTIQUE

À l'exception de Grenoble, la phonétique apparaît dans toutes les facultés n'ayant pas d'enseignement de métrique. Sauf Aix et Besançon — qui ont métrique *et* phonétique —, elle paraît exclusive des cours de métrique. Non que la distribution soit complémentaire mais parce qu'il se fait des phonétiques de toutes langues. Sur 40 cours, 11 seulement concernent le latin, le grec ou les deux alors que l'usage en demeure exclu pour les langues vivantes (anglais, allemand, italien, espagnol) étudiées exclusivement d'après leur littérature. La modernité de la discipline (et sa rupture avec le fétichisme de l'écriture) associe la phonétique aux langues nouvellement introduites dans le périmètre de la légitimité universitaire : « langues romanes » (Paris, Bordeaux...), « langues indo-européennes » (Paris et Toulouse), ancien français (Nancy, Poitiers, Lyon...), « lituanien moderne » puis « gotique » (Dijon), « langue d'oc » (Montpellier...) ou « comparée du gaélique et du bretonique » (Rennes).

La phonétique n'est pas introduite dans les universités pour raisonner des variations langagières ou établir un savoir de l'oral, mais pour jalonner le rapprochement entre, d'une part, des domaines scolairement valorisés comme les langues classiques ou le français et, d'autre part, des matières dont le statut demeure précaire : les langues régionales, l'ancien français, des idiomes indo-européens anciens ou peu connus.

Une des raisons de cette dichotomie entre la phonétique de terrain exigée par

l'enquête et la métrique et phonétique des facultés semble tenir à l'absence de sollicitation de la part de sciences sociales qui, à la fin du XIX^e, centrent leur travail sur la fonctionnalité et non sur les discontinuités du corps social.

III — DES MENACES D'ANOMIE À LA SOCIODICÉE DURKHEIMIENNE

L'influence de la sociologie sur la linguistique, de la fin du XIX^e aux années 1960, peut être appréhendée à partir de deux concepts : l'*anomie* et la *sociodicée*. L'*anomie* représente, dans la réflexion durkheimienne, une limite au-delà de laquelle la sociologie ne se reconnaît plus d'objet puisqu'est ainsi désigné l'état à partir duquel, par perte des solidarités et des identités, les sociétés, voire les individus, se désagrègent, se décomposent. La *sociodicée* appartient au registre des critiques élaborées par Bourdieu à l'encontre de toute science sociale qui, abandonnant sa visée universelle de connaissance, se réduit à ne plus servir que les intérêts particuliers des dominants en justifiant l'état des choses qui les justifie.

À partir de cette référence aux concepts de la sociologie, nous soutiendrons ceci : jusqu'aux années 1960, la sociologie française a eu la linguistique qu'elle méritait. Sous prétexte de dénoncer les dangers de l'anomie sociale, la sociologie se livrait à un exercice de sociodicée tout comme, prenant prétexte de l'atomisation des patois, la linguistique universitaire contribuait à légitimer une politique scolaire de francisation systématique des allophones.

Durkheim : de la pédagogie à la sociologie

Avant de parvenir à la dignité universitaire (1885), la sociologie fut précédée par le travail anthropologique de Broca et Quatrefages qui revêtit, après la défaite de 70, une signification polémique. Les intellectuels français — Renan, Fustel de Coulanges, M. Bréal, G. Paris... — reprenaient la dénonciation, commencée par Quatrefages, de la « guerre ethnique » entreprise par la Prusse et les romanistes reprirent l'argument en démontrant, contre leurs confrères germaniques, qu'il n'y a aucun rapport biologique qui doive être établi entre une communauté de langue et une communauté politique. Thèse généreuse qui revenait à défendre les frontières contemporaines de la France — notamment sa revendication sur l'Alsace-Lorraine — et son unité (le risque d'une désagrégation interne ayant beaucoup inquiété en 1871, soit par atomisation des « Communes », soit par sécession de régions (on parlait de la Bretagne)) : la sociodicée, toujours, contre l'anomie.

On émettra cette hypothèse : que la définition de la nation française, en France, définie d'abord *négativement*¹⁰, reçut, dans l'exacerbation chauvine de la fin du XIX^e, deux définitions *positives* opposées. Pour la droite nationaliste, c'est

10. Par négation des thèses allemandes, G. Paris réaffirme, en 1872, que les peuples romans ne constituent pas une race mais la fusion de peuples divers réunis dans une communauté linguistique, la « Romania » ; P. Meyer soutient de son côté, en 1874, que la langue maternelle n'est une condition ni nécessaire ni suffisante pour déterminer l'appartenance nationale.

le culte du sol et du sang, « la terre et les morts » dans la rhétorique barrésienne ; pour la gauche républicaine, c'est le consentement renouvelé, le contrat perpétué et affermi par le travail d'inculcation scolaire. La politique de l'école primaire laïque, gratuite et obligatoire se donnait aussi pour fin d'ancrer cette conception de l'identité nationale et ce n'est pas par hasard que Durkheim a obtenu sa première chaire en faculté au titre de la pédagogie.

Les soubresauts politiques de la III^e République, menacée par les mouvements factieux et les progrès du socialisme, également condamnés comme menaces d'anomie nationale — les intérêts particuliers d'une classe ou d'un groupe prenant le pas sur l'intérêt collectif — appelaient une sociodicée dont la fonction n'était plus de s'opposer à quelque sécession régionale mais de démontrer la complémentarité des agents économiques — c'est le thème de *La division du travail social* de Durkheim. Dans cette perspective, la variation langagière, qui mettait en question le consensus d'une unité dans la langue commune, devait être censurée.

Une sociologie sans terrain

Pour satisfaire à une définition positiviste de la science, la sociologie durkheimienne incluait une forte composante statistique, garantissant une objectivation du fait social. Mais cette identité scientifique était aussi une adéquation au conformisme universitaire :

— théoricisme : ni terrain, ni enquête, ni entretien ; le travail est centré sur la quantification statistique et le dépouillement bibliographique ¹¹ ;

— dogmatisme : *Les règles de la méthode sociologique* est l'ouvrage inaugural, avant toute épreuve des règles par les faits ;

— nationalisme : qu'on songe au souci d'une filiation française, de Rousseau et Montesquieu jusqu'au positivisme.

Les enquêtes des linguistes ne pouvaient rencontrer les préoccupations des sociologues. La convergence des deux disciplines se réalisa, de la manière la plus institutionnelle qui fût, lorsque Meillet, vers 1904, s'imposa auprès de l'équipe de l'*Année Sociologique* pour y exiger d'être chargé des comptes rendus linguistiques. Pourtant, ses conceptions de la langue comme fait social nous paraissent, aujourd'hui encore, singulièrement restrictives et lorsque Mauss tentera, en 1915, un bilan des rapports de la sociologie et de la linguistique en France, il ne trouvera à citer que l'étude de Marcel Cohen sur la conjugaison du verbe sémitique où il lit, dans l'emploi des paradigmes morphologiques, un clivage dans les conceptions du monde entre deux civilisations.

L'enquête linguistique en France reflète cette indifférence au travail de terrain. Il n'est pas peu significatif que le début de l'enregistrement phonographique soit entrepris par Hubert Pernot pour les dialectes néo-helléniques et non

11. Une anecdote pour résumer cela : Marcel Mauss, excellent spécialiste des sociétés « primitives », a fait en tout et pour tout un voyage au Maroc. Sa méthode nous est indiquée par le surnom que lui avaient donné ses étudiants : « boîte à fiches ».

pour le français ordinaire, que la grande enquête de l'*Atlas Linguistique de la France* soit assurée par un épicier contrôlé à distance par un professeur de l'E.P.H.E., que l'africanistique n'ait pas reçu droit de cité dans les universités d'une puissance coloniale...

IV — LE CHARNIER ET LA GÉRONTOCRATIE

À partir de 1914, les changements se précipitent : la guerre déplace les populations, dépeuple les campagnes et affecte l'usage de patois déjà ébranlés par la scolarisation obligatoire. Ce fut aussi un charnier de linguistes et, dans le renouvellement des générations scientifiques, une interruption dramatique du fait qu'elle se produisait au moment précis où la première génération de romanistes partait à la retraite après un demi-siècle de direction du champ de la linguistique. M. Bréal, L. Havet, G. Paris et P. Meyer ont formé *tous* les comparatistes français de 1864 à 1905.

En contrôlant les écoles (Collège de France, Chartes et E.P.H.E.) — mais non les universités qui ignoraient la linguistique ou n'en avaient d'interprétation que philologique —, les institutions (Conseil Supérieur de l'Instruction Publique, Académie des Inscriptions et Belles-Lettres...), les revues, ils perpétuaient et reproduisaient une structure du champ qui, en contraignant leurs élèves à des stratégies de succession, figeait les capacités d'innovation et de renouvellement. Rousselot se satisfaisait d'un laboratoire et Brunot, après trois missions de collecte sonore, renonça à imposer l'étude de l'oral et le travail d'enquête à la Sorbonne. Meillet devait pousser à son paroxysme la concentration du pouvoir en linguistique et, s'il fut un très grand savant, il ne s'affronta jamais au terrain.

Il n'y eut pas, en France, l'équivalent des *Wörter und Sachen*, la revue allemande de référence qui, liant linguistique et ethnographie, contribua au renouvellement des études dialectologiques. De 1914 à 1918, les morts ont été trop nombreux : ceux que Meillet évoque dans ses notices nécrologiques, ceux dont personne n'aura parlé parce qu'ils sont morts trop jeunes, ceux qui, au retour des combats, n'auront plus eu le goût de revenir à ces études et ceux qui resteront marqués par le syndrome du survivant. Un parcours de la production linguistique française entre 1918 et 1940 ne révèle rien d'exorbitant par rapport aux acquis de 1914. Les travaux les plus originaux, Damourette et Pichon ou Guillaume par exemple, se caractérisent d'être entrepris en dehors des enseignements traditionnels des facultés. Seule exception : Brunot pour *La Pensée et la Langue* ; encore y remarque-t-on une absence presque totale des pratiques langagières quotidiennes. Les domaines les plus proches de la langue réelle, l'enquête et la phonétique, sont figés dans l'état de 1914, ne procédant plus que par progrès cumulatif¹². Quel grand phonéticien entre les deux guerres dont la formation n'était pas achevée avant-guerre ?

Pourtant, le conflit mondial n'a fait qu'accentuer le refoulement des varia-

12. Les deux grands travaux de l'entre-deux-guerres sur la variation sociale du français ont été entrepris l'un en dehors de l'université à partir de notations au vol (Bauche), l'autre en dehors de la France sur un corpus écrit (Frei).

tions langagières par les linguistes. Un exemple significatif : André Durkheim, le fils d'Émile, mort sur le front d'Orient, le 18 décembre 1915, en Bulgarie. Son père avait pour lui une ambition : selon Mauss, « André Durkheim avait déjà commencé, sous la direction de M. Meillet, les études de linguistique qui allaient faire de lui le linguiste proprement sociologique qu'il nous faut » ; or le sujet proposé par Meillet est « le système verbal du grec et la question du temps », à l'imitation de ce qu'avait fait M. Cohen pour l'arabe. Dès l'abord, tout recours à la parole, donc à la variation, était impossible. Sociologie de langue morte.

CONCLUSION

Cette esquisse devrait être prolongée par une étude sur le devenir du structuralisme en France. Des quatre principaux courants qui contribuèrent au paradigme structuraliste en linguistique — slave, américain, danois et français —, le français est, avec le danois, le plus a-social. Par opposition aux linguistiques américaine et russe, confrontées à l'expérience « étrangeante » des langues amérindiennes ou paléo-sibériennes, la linguistique française abandonnait à des praticiens, confinés dans des institutions spécialisées, l'étude des langues africaines ou asiatiques. Quant aux français parlés, la dérive de Charles Bruneau, dialectologue de formation, est emblématique, lui qui ne conçut pas d'autre continuation à l'*Histoire de la langue française* de son homonyme qu'une stylistique des grands écrivains.

Il n'est pas interdit de penser que le structuralisme français, qui construisait une autre approche possible des variations langagières — comme l'enquête de Martinet pendant la guerre le prouverait — aura finalement servi, dans la bataille d'idées, à une lutte contre l'historicisme et aura contribué, à ce titre, à reconduire, sous une version modernisée, l'exclusion de la variation sociale du champ de la linguistique. Une certaine référence saussurienne, notamment une lecture de l'opposition langue/parole, a pu y contribuer, mais il n'en est pas moins significatif que l'exigence d'une sociolinguistique ait pris d'abord corps aux États-Unis où le champ de la linguistique paraissait, *a priori*, moins sollicité par des chercheurs se revendiquant du socialisme qu'il ne l'était en France.

Pour être élaborée, après un certain reflux du structuralisme, une théorie de la variation supposerait que soient surmontées les neutralisations justifiées par des philosophies du langage ordinaire — pragmatique — ou, aujourd'hui, des modèles cognitivistes. Quelles que soient les intentions de ceux qui se revendiquent de ces approches, force est de constater qu'ils diffèrent encore ce moment du savoir où la théorie du langage intégrerait les effets de violence symbolique qui en soutiennent l'économie. On devine ce qui retardera encore longtemps cette épiphanie : l'université française, malgré tant de réformes, n'a pas fini de préférer les hommes du livre, même reconvertis à l'ordinateur, à ceux de l'enquête, ou la formalisation syntaxique aux variations phonétiques. L'incidence sur les fonctions imaginaires de la représentation linguistique n'est pas la même dans les deux cas et il peut sembler naturel que ceux qui doivent une partie de leur pouvoir à une maîtrise normée de la parole publique se reconnaissent plus volontiers dans des études qui en font la forme universelle de la langue plutôt que

dans la critique de ceux qui, en relativisant son universalité aux dimensions d'un dialecte social en quête d'une légitimité scientifique, contribuent à en dénoncer les effets de violence sociale.

BIBLIOGRAPHIE

- BERGOUNIOUX Gabriel, 1984. « La science du langage en France de 1870 à 1885 : du marché civil au marché étatique » *in* Chevalier/Encrevé (1984).
- BLOCH Oscar, 1935. « La dialectologie gallo-romane » *in* Dauzat (1935), pp. 174-186.
- BOURDIEU Pierre, 1984. *Homo academicus*, Minuit.
- BRANCA Sonia, 1982. « Espace national et découpage dialectal : deux étapes de la construction de la dialectologie au XIX^e siècle », *in* *Trames* (Limoges).
- BRUN-TRIGAUD Guylaine, 1991, *Le Croissant*, Presses Universitaires de Lyon.
- CHEVALIER Jean-Claude, ENCREVE Pierre (dir.), 1984. « Vers une histoire sociale de la linguistique », *Langue Française*, 63, Larousse.
- CHEVALIER Jean-Claude, 1991. « Ferdinand Brunot : la Pensée et la Langue » *in* Huot (1991), pp. 73-114.
- DAUZAT Albert (dir.). *Où en sont les études de français ?*, d'Artrey.
- DE CERTEAU Michel, JULIA Dominique, REVEL Jacques, 1975. *Une politique de la langue*, Gallimard.
- GADET Françoise, 1989. *Le français ordinaire*, A. Colin.
- HUOT Hélène (dir.), 1991. *La grammaire française entre comparatisme et structuralisme (1870-1960)*, A. Colin.
- MAUSS Marcel, 1915. « La sociologie » *in* *La Science française*, Larousse, 1915.
- POP Sever, 1950. *La dialectologie*, C.I.D. (Louvain).
- SAINEAN Lazare, 1912. *Les sources de l'argot ancien*, Champion.
- TANGUY Bernard, 1977. *Aux origines du nationalisme breton*, U.G.E.